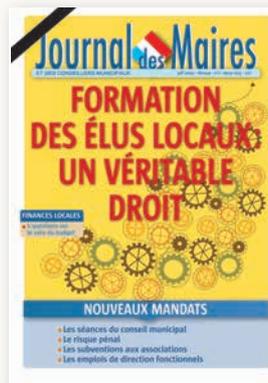


- 4 ♦ 8 **ACTUALITÉS**
- 9 **ÉDUCATION**  
Accueil péri et extra scolaire
- 10 **QUALITÉ DE L'EAU**  
L'enjeu des micropolluants
- 11 **DÉCHETS**  
Le tri : une nécessité vitale
- 12 **COMMUNICATION**  
Un bulletin municipale trentenaire
- 13 **TERMITES**  
Prévention et éradication nécessaires
- 14 **À FAIRE – L'agenda de l'élu**

## NOUVEAUX MANDATS

- 15 ♦ 17 **Les séances du conseil municipal**
- 18 ♦ 19 **Le risque pénal**
- 20 ♦ 21 **Les subventions aux associations**
- ♦ 22 **Les emplois fonctionnels de direction**



## DOSSIER

### FORMATION DES ÉLUS LOCAUX

- 24 ♦ 29 **Un véritable droit**

L'année qui suit les élections municipales est particulièrement propice à la formation des maires, adjoints, conseillers municipaux et présidents de communautés. Mais les élus locaux se forment peu, par manque de temps et d'information. Une proposition de loi vise à instaurer un plancher pour les dépenses de formation.

## FINANCES LOCALES

- 30 ♦ 31 **5 questions sur le vote du budget primitif**
- 32 ♦ 33 **Legs aux communes : un cadeau empoisonné ?**

## ENVIRONNEMENT

- 34 ♦ 35 **Vive les haies !**
- 36 ♦ 37 **Les pesticides dans le collimateur**
- 38 ♦ 39 **Pourquoi gérer le service d'eau en régie ?**

## MARCHÉS PUBLICS

- 40 ♦ 41 **S'approvisionner en produits locaux**



## LE CAHIER JURIDIQUE ET TECHNIQUE DU JOURNAL DES MAIRES

- ♦ 43 **Sommaire détaillé**
- 44 ♦ 45 **Les modèles de discours**
- 46 ♦ 47 **Les modèles de document**
- 49 ♦ 58 **Les fiches techniques**
- 59 ♦ 61 **Les lois, décrets, arrêtés et circulaires**
- 62 ♦ 63 **Les réponses ministérielles**
- 64 ♦ 66 **Les décisions de jurisprudence**

### ▶ LES MODÈLES DE DISCOURS

- 44 53<sup>e</sup> anniversaire du « Cessez-le-feu » en Algérie  
45 Attentats de *Charlie Hebdo* et de la porte de Vincennes : allocution précédant une minute de silence en hommage aux victimes

### ▶ LES MODÈLES DE DOCUMENTS

- 46 Délibération réduisant la valeur locative des logements issus de la transformation de locaux commerciaux ou d'établissements industriels  
47 Délibération modifiant les abattements sur la base d'imposition pour la taxe d'habitation

### ▶ LES FICHES TECHNIQUES

- 49-50 **ACTUALITÉ – ADMINISTRATION** • Le principe « silence vaut acceptation »  
51-52 **URBANISME** • La procédure de concertation préalable facultative  
53-54 **ÉDUCATION** • Le service minimum d'accueil à l'école  
55-56 **ACTE ADMINISTRATIF** • Le maire « notaire » en sa commune  
57-58 **MARCHÉS PUBLICS** • Le comité consultatif de règlement amiable des litiges

### ▶ LES TEXTES OFFICIELS

59-61 **LES LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES**

62-63 **LES RÉPONSES MINISTÉRIELLES**

- Faut-il obligatoirement déclasser une caserne de gendarmerie en vue de sa réhabilitation ?
- Peut-on se dispenser des formalités de publicité foncière lors des transferts de biens entre intercommunalités fusionnées ?
- Peut-on interdire à des journalistes d'assister à la réunion du conseil municipal et d'y enregistrer les débats ?
- Peut-on créer un site cinéraire sans cimetière ?
- Le gestionnaire d'habitations peut-il définir les critères de calcul de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères ?
- Le recours au SPANC est-il obligatoire pour l'utilisateur ?
- Une administration peut-elle exiger une copie certifiée conforme à un original ?
- La constatation des infractions d'urbanisme obéit-elle à un formalisme particulier ?
- Peut-on introduire un référé contre l'installation d'un mobil-home ?
- Le COS a-t-il définitivement disparu ?

64-66 **LES DÉCISIONS DE JURISPRUDENCE**

- Un mur de soutènement relève-t-il du domaine public routier ?
- La commune qui résilie une DSP est-elle tenue par les engagements pris par son délégataire ?
- Peut-on bénéficier d'une inscription hors période de révision sur les listes électorales en raison d'un changement de domicile ?
- Peut-on fermer le bureau de vote aux électeurs à la clôture du scrutin ?
- Un électeur handicapé peut-il s'affranchir du passage à l'isoloir ?
- Un bulletin municipal peut-il être assimilé à une campagne publicitaire interdite par le Code électoral ?
- L'incompatibilité entre emploi communal et mandat communautaire est-elle constitutionnelle ?
- Un afflux massif d'électeurs dans un bureau de vote peut-il entacher la régularité de l'élection ?
- Peut-on convoquer les assesseurs des bureaux de vote par tranche horaire ?
- L'élection d'un cadre territorial peut-elle être annulée pour une inéligibilité non expressément prévue par le Code électoral ?
- Peut-on refuser de modifier les conditions de calcul de la pension sur la base de l'indice conservé à titre personnel lors de la titularisation ?
- L'absence de consultation de « France domaine » vicie-t-il une préemption ?
- Un maire peut-il refuser un permis de construire à un indivisaire en raison du refus des autres indivisaires ?
- Peut-on fixer l'indemnité de fonction des élus au taux maximum légal sans considération d'opportunité ?